

BELGISCHE SENAAT**—**
BUITENGEWONE ZITTING 1988
—**—**
17 JUNI 1988
—**—**
HERZIENING VAN DE GRONDWET
—**Herziening van artikel 115
van de Grondwet**
(Verklaring van de wetgevende macht,
zie « Belgisch Staatsblad » nr. 216
van 9 november 1987)
—**—**
ONTWERP VAN TEKST
OVERGEZONDEN DOOR DE
KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS
—**Epig artikel**

De volgende bepalingen worden aan artikel 115,
in fine, van de Grondwet toegevoegd :

« Een wet aangenomen met de in artikel 1,
laatste lid, bepaalde meerderheid stelt het
financieringsstelsel vast voor de Gewesten bedoeld
in artikel 107*quater*. De organen van deze
Gewesten bepalen, ieder wat hem betreft, de be-
stemming van hun ontvangsten bij de in artikel
26*bis* bedoelde regelen.

R. A 14099*Zie :***Gedr. St. van de Kamer van Volksvertegenwoordigers :**

10 / 115 - 421 - 1988 :

N° 1 : Voorstel van de Regering.

N° 2 tot 4 : Amendementen.

N° 5 : Verslag.

N° 6 : Amendementen.

Handelingen van de Kamer van Volksvertegenwoordigers :

16 en 17 juni 1988.

SENAT DE BELGIQUE**—**
SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1988
—**—**
17 JUIN 1988
—**—**
REVISION DE LA CONSTITUTION
—**Révision de l'article 115
de la Constitution**
(Déclaration du pouvoir législatif,
voir « Moniteur belge » n° 216
du 9 novembre 1987)
—**—**
PROJET DE TEXTE
TRANSMIS PAR LA
CHAMBRE DES REPRESENTANTS
—**Article unique**

Les dispositions suivantes sont ajoutées, *in fine*
de l'article 115 de la Constitution :

« Une loi adoptée à la majorité prévue à l'article
1^{er}, dernier alinéa, fixe le système de financement
des Régions prévues à l'article 107*quater*. Les
organes de ces Régions déterminent, chacun pour
ce qui le concerne, la destination de leurs recettes
par les règles prévues à l'article 26*bis*.

R. A 14099*Voir :***Documents de la Chambre des Représentants :**

10 / 115 - 421 - 1988 :

N° 1 : Proposition du Gouvernement.

N° 2 à 4 : Amendements.

N° 5 : Rapport.

N° 6 : Amendements.

Annales de la Chambre des Représentants :

16 et 17 juin 1988.

Overgangsbepaling

Tot de inwerkingtreding van de in het laatste lid bedoelde wet, blijft de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen wat de financiering van de Gewesten betreft, van toepassing. »

Brussel, 17 juni 1988.

De Voorzitter
van de Kamer van Volksvertegenwoordigers,
Ch.-F. NOTHOMB.

De Secretarissen.

D. D'HONDT.
Y. HARMEGNIES.

Disposition transitoire

La loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles reste d'application jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi visée au dernier alinéa en ce qui concerne le financement des Régions. »

Bruxelles, le 17 juin 1988.

Le Président
de la Chambre des Représentants,
Ch.-F. NOTHOMB.

Les Secrétaires,

D. D'HONDT.
Y. HARMEGNIES.

100-7/1° (B.Z. 1988)

Commissiestuk nr. 1

Herziening van de Grondwet en
Hervorming der Instellingen

BELGISCHE SENAAT

Buitengewone Zitting 1988

23 juni 1988

HERZIENING VAN DE GRONDWET

Herziening van artikel 115 van de
Grondwet

(Verklaring van de wetgevende macht,
zie "Belgisch Staatsblad" nr.216
van 9 november 1987)

AMENDEMENTEN VAN
DE H. HATRY C.S.

- 1 -
100-7/1° (S.E. 1988)

Document de Commission n°1

Révision de la Constitution et
Réforme des Institutions

SENAT DE BELGIQUE

Session extraordinaire de 1988

23 juin 1988

REVISION DE LA CONSTITUTION

Révision de l'article 115 de la Cons-
titution

(Déclaration du pouvoir législatif,
voir "Moniteur belge" n° 216
du 9 novembre 1987)

AMENDEMENTS PROPOSES PAR
M. HATRY ET CONSORTS

ARTICLE UNIQUE

1.A. REMPLACER L'ARTICLE UNIQUE PAR CE QUI SUIIT :

" Article unique . - L'article 115 de la Constitution est complété par un troisième alinéa rédigé comme suit :

" Le taux marginal maximum d'imposition de l'Etat, des communautés et des régions sur les revenus du travail ne peut dépasser 50%".

JUSTIFICATION

Il convient de fixer dans la Constitution un taux marginal maximum de 50% afin que sur chaque franc gagné, l'Etat, les communautés et les régions ne puissent jamais prélever plus de 50 centimes.

B. Subsidiairement :

REEMPLACER L'ARTICLE UNIQUE PAR CE QUI SUIIT :

" Article unique. - L'article 115 de la Constitution est complété par un troisième alinéa rédigé comme suit :

"Le taux maximum moyen d'imposition de l'Etat, des communautés et des régions sur les revenus du travail ne peut dépasser 50%".

JUSTIFICATION

Les taux d'imposition ont atteint, en Belgique , des niveaux insoutenables pour la population. Ils découragent le travail et freinent la relance économique en instaurant une démotivation de plus en plus grande.

Il y a lieu de fixer, dans la Constitution, une limite à la pression fiscale sur les revenus du travail de chaque individu par le biais d'un taux moyen maximum de 50%.

En incluant les communautés et les régions, on évite un effet pervers de la réforme de l'Etat qui pourrait entraîner un accroissement de la pression fiscale sur chaque individu par la multiplication des autorités disposant d'un pouvoir fiscal.

2. REMPLACER L'ARTICLE UNIQUE PAR CE QUI SUIIT :

"Article unique - L'article 115 de la Constitution est complété par ce qui suit :

" Une loi adoptée à la majorité prévue à l'article 1er, dernier alinéa, fixe le système de financement des régions prévues à l'article 107 quater et des communautés prévues à l'article 59 bis.

Les organes de ces régions et de ces communautés règlent, par décret ou par les règles prévues à l'article 26bis, la destination de leurs recettes".

JUSTIFICATION

Les dispositions relatives au financement des communautés et des régions devraient être regroupées dans un seul article de la Constitution, à savoir l'article 115.

3.A. REMPLACER L'ARTICLE UNIQUE PAR CE QUI SUIIT :

" Article unique. - L'article 115 de la Constitution est complété par un troisième alinéa rédigé comme suit :

" Toutes les recettes fiscales ou parafiscales nouvelles doivent être approuvées par les Chambres aux majorités de présence et de quorum requises à l'article 131 , alinéa 5".

JUSTIFICATION

La Belgique est devenue un des pays qui connaît les plus hauts prélèvements fiscaux et parafiscaux. Ce facteur est particulièrement dissuasif dès lors qu'il importe d'encourager la relance économique. C'est pourquoi il convient que toutes les recettes nouvelles soient soumises à l'approbation d'une majorité qualifiée des représentants de la Nation.

B. Subsidiairement :

REEMPLACER L'ARTICLE UNIQUE PAR CE QUI SUIIT :

" Article unique. - L'article 115 de la Constitution est complété par un troisième alinéa rédigé comme suit :

" Toutes les recettes fiscales ou parafiscales nouvelles non compensées par des suppressions de taxes ou cotisations existantes, doivent être approuvées par les Chambres aux majorités de présence et de quorum requises à l'article 131, alinéa 5".

C. Subsidiairement :

REEMPLACER L'ARTICLE UNIQUE PAR CE QUI SUIIT :

"Article unique - L'article 115 de la Constitution est complété par un troisième alinéa rédigé comme suit :

" Tout excédent de dépenses sur les recettes dans les comptes et budgets doit être approuvé par les Chambres aux majorités de présence et de quorum requises à l'article 131, alinéa 5".

JUSTIFICATION

L'évolution du déficit de l'Etat prend depuis 1975 des proportions plus qu'inquiétantes.

L'expansion excessive des dépenses - et donc des recettes - des pouvoirs publics ralentit la croissance et contribue à l'inflation, laquelle conduit inéluctablement à la crise; en fin de compte, elle menace l'emploi.

Lorsqu'ils apparaissent, la récession et le chômage appellent un flux de dépenses publiques supplémentaires, revendiquées de toutes parts pour relancer l'économie; il crée donc le besoin d'une expansion encore plus grande tout aussi irréversible des dépenses de l'Etat.

Il importe dès lors pour l'avenir du pays et de la population de prendre les mesures nécessaires afin d'obliger les gouvernants à adopter les dépenses aux recettes.

Le moyen choisi est de s'assurer que tout dépassement des dépenses sur les recettes, qui en certains cas exceptionnels peut être justifié, recueille l'approbation d'une majorité qualifiée des représentants de la nation.

J. VANDENHAUTE
H. HASQUIN
P. HATRY

*
* * *

ENIG ARTIKEL

- 1.A. **Het enige artikel vervangen door wat volgt :**
« Enig artikel. — Artikel 115 van de Grondwet wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

« De marginale maximaanslagvoet ten behoeve van de Staat, de gemeenschappen en de gewesten op het inkomen uit arbeid mag niet meer dan 50 % bedragen ».

VERANTWOORDING

In de Grondwet moet een marginale maximaanslagvoet van 50 % worden vastgelegd zodat de Staat, de gemeenschappen en de gewesten van elke verdiende frank nooit meer dan 50 centimes kunnen afhouden.

B. Subsidiair :

- Het enige artikel vervangen door wat volgt :**
« Enig artikel. — Artikel 115 van de Grondwet wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

« De gemiddelde maximaanslagvoet ten behoeve van de Staat, de gemeenschappen en de gewesten op het inkomen uit arbeid mag niet meer dan 50 % bedragen ».

VERANTWOORDING

De belastingdruk heeft in België een peil bereikt dat onhoudbaar is geworden voor de bevolking. Dat ontmoedigt de arbeid, remt het economische herstel af en zorgt voor een alsmaar grotere demotivering.

In de Grondwet moet een grens voor de fiscale druk op het inkomen uit arbeid voor elk individu via een gemiddelde aanslag van maximaal 50 % worden vastgelegd.

Door de gemeenschappen en de gewesten erbij te betrekken, voorkomt men dat ingevolge de hervorming van de Staat de fiscale druk op elke individu gaat stijgen door de toename van het aantal overheidsinstanties die belasting mogen heffen.

2. **Het enige artikel vervangen door wat volgt :**
« Enig artikel. — Artikel 115 van de Grondwet wordt aangevuld met wat volgt :

« Een wet aangenomen met de in artikel 1, laatste lid, bepaalde meerderheid stelt het financieringsstelsel vast voor de gewesten bedoeld in artikel 107quater en voor de gemeenschappen bedoeld in artikel 59bis.

De organen van die gewesten en van die gemeenschappen regelen bij decreet of bij de regelen waarin artikel 26bis voorziet, de bestemming van hun ontvangsten ».

VERANTWOORDING

De bepalingen betreffende de financiering van /de gemeenschap-
pen en de gewesten zouden in één enkel artikel van de Grondwet,
namelijk in artikel 115, moeten worden samengebundeld.

3.A.

Het enige artikel vervangen door wat volgt :

*« Enig artikel. — Artikel 115 van de Grondwet
wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :*

*« Alle nieuwe fiscale of parafiscale ontvangsten
moeten door de Kamers worden aangenomen met de
in artikel 131, 5° lid, vereiste meerderheid inzake
aanwezigen en quorum ».*

VERANTWOORDING

België is een van de landen met de hoogste fiscale en parafiscale druk geworden. Dat werkt bijzonder ontmoedigend, vooral omdat het economische herstel moet worden gestimuleerd. Daarom moeten alle nieuwe inkomsten worden onderworpen aan de goedkeuring van een gekwalificeerde meerderheid van de vertegenwoordigers des volks.

B. Subsidiair :**Het enige artikel vervangen door wat volgt :**

*« Enig artikel. — Artikel 115 van de Grondwet
wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :*

*« Alle nieuwe fiscale of parafiscale ontvangsten die
niet worden gecompenseerd door de afschaffing van
bestaande taksen of belastingen, moeten door de
Kamers worden aangenomen met de in artikel 131,
5° lid, vereiste meerderheid inzake aanwezigen en
quorum ».*

C. Subsidiair :**Het enige artikel vervangen door wat volgt :**

*« Enig artikel. — Artikel 115 van de Grondwet
wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :*

*« Elk excedent van de uitgaven over de inkomsten
in de rekeningen en begrotingen moet door de Kamers
worden aangenomen met de in artikel 131, 5° lid,
vereiste meerderheid inzake aanwezigen en quo-
rum. »*

VERANTWOORDING

Sinds 1975 neemt de ontwikkeling van het tekort van de Staat meer dan onrustwekkende afmetingen aan.

De overdreven stijging van de uitgaven — en dus ook van de ontvangsten — van de overheid remt de groei af en draagt bij tot de inflatie, welke onvermijdelijk tot een crisis leidt; uiteindelijk bedreigt zij de werkgelegenheid.

Telkens wanneer recessie en werkloosheid optreden, brengen zij een stroom bijkomende overheidsuitgaven met zich, die van alle zijden worden geeïst om de economie weer aan te zwengelen; die stroom doet de uitgaven van de Staat al even onomkeerbaar toenemen.

Voor de toekomst van het land en van de bevolking moeten bijgevolg maatregelen worden getroffen om onze bewindslieden ertoe te verplichten de uitgaven af te stemmen op de inkomsten.

Daartoe moet men zich ervan vergewissen dat elke overschrijding van de inkomsten door de uitgaven, die in bepaalde uitzonderlijke gevallen verantwoord kan zijn, de goedkeuring krijgt van een gekwalificeerde meerderheid van de vertegenwoordigers des volks.

100-7/1° (B.Z. 1988)

Commissiestuk nr. 2

Herziening van de Grondwet en
Hervorming der Instellingen

- 1 -

100-7/1° (S.E. 1988)

Document de Commission n° 2

Révision de la Constitution et
Réforme des Institutions

BELGISCHE SENAAT

Buitengewone Zitting 1988

23 juni 1988

HERZIENING VAN DE GRONDWET

Herziening van artikel 115 van de Grondwet

(Verklaring van de wetgevende macht,
zie "Belgisch Staatsblad" nr. 216
van 9 november 1987)

AMENDEMENT VAN

DE HH. VAES EN DIERICKX

Enig artikel

Dit artikel vervangen door wat volgt :

« *Enig artikel. — Artikel 115 van de Grondwet wordt aangevuld met de volgende leden:*

« *Een wet aangenomen met de in artikel 1, laatste lid, bepaalde meerderheid stelt het financieringsstelsel vast voor de Gewesten bedoeld in artikel 107quater.*

De organen van deze Gewesten stellen onverminderd de in artikel 26bis, bedoelde regels elk jaar de eindrekening vast en stemmen de begroting.

Alle ontvangsten en uitgaven moeten op de begroting en in de rekeningen worden gebracht. »

VERANTWOORDING

De formulering van het voorstel spreekt over « de bestemming » van de ontvangsten, een begrip dat budgettair technisch

niet overeenstemt met wat bedoeld wordt, namelijk de grondwettelijke bepaling van de Gewesten als autonome budgettaire overheden. De notie « bestemming » kadert in de staatshervorming van 1970 maar is sinds de staatshervorming van 1980 definitief achterhaald.

SENAT DE BELGIQUE

Session extraordinaire de 1988

23 juin 1988

REVISION DE LA CONSTITUTION

Révision de l'article 115 de la Constitution

(Déclaration du pouvoir législatif,
voir "Moniteur belge" n° 216
du 9 novembre 1987)

AMENDEMENT PROPOSE PAR

MM. VAES ET DIERICKX

Article unique

Remplacer cet article par ce qui suit :

« *Article unique. — L'article 115 de la Constitution est complété par les alinéas suivants :*

« *Une loi adoptée à la majorité prévue à l'article 1^{er}, dernier alinéa, fixe le système de financement des Régions prévues à l'article 107quater.*

Sans préjudice des règles visées à l'article 26bis, les organes de ces Régions établissent le compte définitif et votent le budget chaque année.

Toutes les recettes et dépenses doivent figurer au budget et dans les comptes. »

JUSTIFICATION

Dans sa version actuelle, le texte proposé utilise la notion de « destination » des recettes. Or, cette notion ne correspond plus,

sur le plan de la technique budgétaire, à ce qui est en fait visé dans le texte, à savoir la constitution des Régions en pouvoirs budgétaires autonomes. La notion de « destination » s'inscrivait dans le cadre de la réforme de l'Etat de 1970, mais elle est définitivement dépassée depuis la réforme de l'Etat de 1980.

J.-F. VAES
L. DIERICKX.

100-7/1° (B.Z. 1988)

Commissiestuk nr. 3

Herziening van de Grondwet en
Hervorming der Instellingen

BELGISCHE SENAAT

Buitengewone Zitting 1988

23 juni 1988

HERZIENING VAN DE GRONDWET

Herziening van artikel 115 van de
Grondwet

(Verklaring van de wetgevende macht,
zie "Belgisch Staatsblad" nr.216
van 9 november 1987)

AMENDEMENT VAN
DE H. MONFILS
EN Mevr. DELRUELLE-GHOBERT

- A -

100-7/1° (S.E. 1988)

Document de Commission n° 3

Révision de la Constitution et
Réforme des Institutions

SENAT DE BELGIQUE

Session extraordinaire de 1988

23 juin 1988

REVISION DE LA CONSTITUTION

Révision de l'article 115 de la Cons-
titution

(Déclaration du pouvoir législatif,
voir "Moniteur belge" n° 216
du 9 novembre 1987)

AMENDEMENT PROPOSE PAR
M. MONFILS ET
Mme DELRUELLE-GHOBERT

ARTICLE UNIQUE

A l'article 115, tel qu'il est proposé par cet article, in fine ajouter avant la dernière phrase :

" Les montants alloués à chaque Région ne peuvent être inférieurs à ceux qui résulteraient de l'application , au crédit global affecté à l'ensemble des Régions , du critère fondé à concurrence

- de 1/3 sur le chiffre de la population de cette Région -
- de 1/3 sur la superficie de chaque Région -
- de 1/3 sur le rendement dans chaque Région des impôts des personnes physiques.

"

JUSTIFICATION

Le système gouvernemental fait peser de grosses menaces pour le financement des matières allouées à certaines Régions, notamment la Wallonie.

Cet article est de nature à rassurer ceux qui craignent que les transferts ne ~~soient~~ pas suffisants pour pratiquer une politique adéquate.

garant

PH. MONFILS

J. DELRUELLE-GHOBERT.

*

* *

ENIG ARTIKEL

In artikel 115, zoals voorgesteld door dit artikel, voor de laatste volzin de volgende bepaling in te voegen :

"De bedragen toegekend aan elk gewest mogen niet lager zijn dan die welke het resultaat zouden zijn van de toepassing, op het totale krediet toegekend aan alle gewesten samen, van het volgende criterium :

- 1/3 op het bevolkingscijfer van dat gewest;
 - 1/3 op de oppervlakte van ieder gewest;
 - 1/3 op de opbrengst in elk gewest van de personenbelasting."
-

100-7/1° (B.Z. 1988)

Commissiestuk nr. 4

Herziening van de Grondwet en
Hervorming der Instellingen

100-7/1° (S.E. 1988)

Document de Commission n° 4

Révision de la Constitution et
Réforme des Institutions

BELGISCHE SENAAT

Buitengewone Zitting 1988

23 juni 1988

HERZIENING VAN DE GRONDWET

Herziening van artikel 115 van de
Grondwet

(Verklaring van de wetgevende macht,
zie "Belgisch Staatsblad" nr.216
van 9 november 1987)

AMENDEMENTEN VAN
Mevr. HERMAN-MICHIELSENS
EN DE H. SPROCKEELS

SENAT DE BELGIQUE

Session extraordinaire de 1988

23 juin 1988

REVISION DE LA CONSTITUTION

Révision de l'article 115 de la Cons-
titution

(Déclaration du pouvoir législatif,
voir "Moniteur belge" n° 216
du 9 novembre 1987)

AMENDEMENTS PROPOSES PAR
Mme HERMAN-MICHIELSENS
ET M. SPROCKEELS

ENIG ARTIKEL

A. Dit artikel te doen vervallen.

Verantwoording

Er kan geen sprake van zijn de financiering van de gewesten, bedoeld in artikel 107quater van de Grondwet, in te lassen in artikel 115.

Zoals de financiering van de gemeenschappen geregeld wordt door artikel 59bis, par. 6, is het de logica zelve dat de financiering van de gewesten vastgelegd wordt in artikel 107quater.

1° Subsidiair

Dit artikel te vervangen als volgt :

"Artikel 115 van de Grondwet wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Par. 1. Alle overheidsontvangsten en -uitgaven, van welke aard ook, dienen op de begrotingen en in de rekeningen te worden gebracht. Elk jaar worden door de Kamers en door de Raden, de eindrekeningen vastgesteld en de begrotingen gestemd.

par. 2. De begrotingen mogen geen tekort vertonen, behoudens de uitzonderingen die de wet, het decreet of de in artikel 26bis bedoelde regel bepaalt.

par. 3. De samengetelde fiscale en parafiscale heffingen van de

overheid op het inkomen van de burger zijn beperkt tot maximaal de helft van dit inkomen. De modaliteiten van deze beperking worden bij wet geregeld.

De marginale voet van de fiscale heffing van de overheid op het inkomen van de burger is beperkt tot maximaal 50 %. De modaliteiten van deze beperkingen worden bij wet geregeld."

Verantwoording

Tot dusver is de weergave van de werkelijke toestand van ontvangsten en uitgaven in de begroting verre van volledig.

Een zeer belangrijk facet van de overheid vindt buiten de begroting plaats. Het betreft onder meer het hele domein van de sociale zekerheid aan de uitgavenzijde en de parafiscaliteit aan de ontvangstenzijde.

Aangezien voor de burger het gecombineerde effect van alle uitgaven en ontvangsten, zowel van fiscale als parafiscale aard, van belang is, vereist een correct beheer van de publieke financiën een volledige en globale weergave.

Daartoe wordt voorgesteld de begrippen "staatsontvangsten en staatsuitgaven" te vervangen door de begrippen "overheidsontvangsten en overheidsuitgaven". Het voorgaande laat toe een globale toestand van de publieke financiën op te maken die alle verrichtingen, die zich vandaag buiten de begroting afspelen,

in het totaalbeeld betreft. Dit laat tevens toe een duidelijk beeld te verkrijgen van het globale overheidstekort.

Uitgaande van het voorgaande is het bovendien nuttig om grondwettelijke beperkingen in te bouwen voor het niveau van het overheidsbeslag, voor de toegelaten overheidsschuld en voor het overheidstekort.

De voorgaande benadering laat toe tot een bij wet geprogrammeerde vermindering van het overheidstekort en van de overheidsschuld te komen.

Een begrotingsdiscipline die een grondwettelijke basis heeft, is de enige werkwijze die voldoende waarborgen biedt voor een structureel gezonde dynamiek inzake publieke financiën, fiscaal en parafiscaal beleid en uitgavenpolitiek.

2e Subsidiair :

In het enig artikel worden de woorden "Een wet aangenomen met de in artikel 1, laatste lid, bepaalde meerderheid stelt het financieringsstelsel vast voor de Gewesten bedoeld in artikel 107quater." vervangen door de woorden "Het financieringsstelsel voor het Vlaamse en het Waalse gewest wordt vastgesteld bij wet."

Verantwoording

De vaststelling van het financieringsstelsel dient niet te geschieden door een wet met bijzondere meerderheid; daartoe volstaat een gewone wet.

Aangezien het Brusselse Gewest niet evenwaardig kan zijn aan het Vlaamse en het Waalse Gewest enerzijds, en anderzijds rekening

houdend met de specifieke taken van het Brusselse Gewest als hoofdstad, kan aan het Brusselse Gewest niet hetzelfde financieringsstelsel toegekend worden.

3e subsidiair :

~~In de voorgestelde tekst~~ De woorden "aangenomen met de in artikel 1, laatste lid, bepaalde meerderheid" weglaten.

Verantwoording

Het regeringsvoorstel omvat het invoeren van een bijkomende grendel in de Grondwet, zonder dat voorafgaandelijk de juiste inhoud van de in het regeringsvoorstel bedoeld nieuwe wet bekend is.

Bovendien wordt door het voorstel de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen in werkelijkheid omgevormd tot een financieringswet met bijzondere meerderheid.

Daar waar de bestaande financieringsmethodes aangepast kunnen worden bij gewone meerderheid, en bijgevolg onnodige transferten tussen deelgebieden herschikt kunnen worden, is het duidelijk dat, eenmaal de bijzondere meerderheid ingevoerd, diegenen die momenteel meer voordeel hebben bij het behoud van transferten voortvloeiend uit de bovengenoemde wet van 9 augustus 1980, nooit zullen instemmen met een regeling die de omvang van voornoemde transferten vermindert.

In welk systeem ook zal steeds één der twee grote gewesten, Vlaanderen of Wallonië, voordeel hebben bij het financieringssysteem zoals het in de wet zal vastgelegd worden.

Het gewest dat op dat moment nadeel ondervindt, zal nooit in het andere gewest, dat op dat moment een voordeel heeft, een meerderheid van de leden die dat gewest vertegenwoordigen, bereid vinden om een ander systeem in de wet in te schrijven.

Deze bepaling is in de meest letterlijke zin een vereeuwiging van rechtsnormen.

B. DE overgangsbepaling in het enig artikel te doen vervallen.

Verantwoording

Een overgangsbepaling in de grondwet heeft slechts zin als de of een vigerende , uitvoeringswet in strijd is met de nieuwe grondwettelijke bepaling.

Zo bijvoorbeeld geldt dit voor het Arbitragehof waarvan de bevoegdheid door het nieuwe artikel 107ter werd uitgebreid. Hiermee konden uiteraard de bestaande wetten die het Arbitragehof beheersen, nl. die van 28 juni 1983, 2 februari 1984 en 10 mei 1985 geen rekening houden. Er diende dan ook geconstitueerd dat deze wetten hun volle rechtskracht blijven behouden zolang er geen nieuwe uitvoeringswet op het gewijzigde artikel 107ter werd uitgevaardigd.

Deze redenering gaat niet op voor artikel 115. Er wordt geen nieuwe inhoudelijke rechtsregel ingesteld die tegenstrijdig zou zijn met wat de wet van 9 augustus 1980 bepaalt. Alleen wordt gesteld dat vanaf nu en dus voor de toekomst een dergelijke wet met een bijzondere meerderheid dient aangenomen te worden. Er wordt dus een vormelijk criterium opgelegd !

Zolang deze nieuwe met niet is uitgevaardigd blijft -volgens een eeuwenoud adagium- de bestaande wetgeving (die dus niet in strijd is met de nieuwe grondwettelijke bepaling van artikel 115) volledig van kracht. De door de Regering voorgestelde Overgangsbepaling is dus volledig zinloos en druist in tegen elke rechtstraditie.

Subsidiair :

De Overgangsbepaling in het enig artikel wordt aangevuld als volgt: "In afwijking met de in art. 115, in fine, opgenomen bepalingen kan de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen, tot de inwerkingtreding van de in het laatste lid bedoelde wet, gewijzigd worden bij gewone meerderheid."

Verantwoording

Door het invoeren van de voorgestelde overgangsbepaling, zou de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen, met een meerderheid vastgelegd worden zoals voorzien in artikel 1, laatste lid. Dit was zeker niet de bedoeling van de wetgever in 1980.

L. HERMAN-MICHIELSENS

G. SPROCKEELS.

ARTICLE UNIQUE

A. Supprimer l'article unique.

Subsidiairement :1) **Remplacer cet article par ce qui suit :**

« Article unique. — L'article 115 de la Constitution est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 115. ~~§1~~ Toutes les recettes et dépenses publiques, de quelque nature qu'elles soient, doivent être portées aux budgets et dans les comptes.

Chaque année, les Chambres et les Conseils arrêtent la loi des comptes et votent les budgets.

§ 2. Les budgets ne peuvent présenter aucun déficit, sauf les exceptions que la loi, le décret ou la règle visée à l'article 26 déterminent.

§ 3. *Le total des prélèvements fiscaux et parafiscaux effectués par des pouvoirs publics sur les revenus du citoyen est limité à la moitié de ces revenus. Une loi réglera les modalités de cette limitation.*

Le taux marginal du prélèvement fiscal effectué par les pouvoirs publics sur les revenus du citoyen est limité à 50 %. Une loi réglera les modalités de cette limitation.

2) **Remplacer, dans le texte proposé, les mots**

« Une loi adoptée à la majorité prévue à l'article 1^{er}, dernier alinéa, fixe le système de financement des Régions prévues à l'article 107quater. » par les mots « Le système de financement des Régions wallonne et flamande est fixé par une loi. »

3) Dans le texte proposé, supprimer les mots "adoptée à la majorité prévue à l'article 1^{er}, dernier alinéa".

B. Dans l'article unique, supprimer la disposition transitoire.

Subsidiairement :

/de l'article unique/

Compléter la disposition transitoire par ce qui suit :

« Par dérogation aux dispositions prévues in fine de l'article 115, la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles peut être modifiée à la majorité ordinaire jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi visée au dernier alinéa. »
